

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 22 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAARSTAHL ASCOVAL

Acérie
Zone industrielle n 4 - rue du Galibot - BP 10
59880 Saint-Saulve

Références : 2024-V2-125
Code AIOT : 0007002398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement ASCOVAL SAINT-SAULVE implanté Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale pluriannuelle "Inspection Tours AéroRéfrigérantes (TAR)" de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSTAHL ASCOVAL
- Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002398
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'aciérie de Saint-Saulve se présente comme un outil industriel moderne et de haute technologie. Le site a bénéficié d'investissements de plus de 150 M€ au cours de la dernière décennie (en particulier, nouvelle coulée continue et nouveau four électrique).

L'usine produit plusieurs diamètres, compris entre 180 mm et 325 mm, en aciers carbone et alliés. L'usine réalise également des produits forgés de diamètre compris entre 140 et 220 mm. Le site emploie environ 300 personnes.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 22/10/2013 et arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016 pour les rubriques principales 2545, 2551, 2560, 2713, 2910, 2921 et 3220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce site relève de la directive IED.

Pour ses besoins en refroidissement, le site est autorisé à exploiter des TAR, installations classées relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2921 (dernière mise à jour de la liste des installations visées par cette rubrique reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/01/2021).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect, pour les 2 TAR du circuit « VS3 », de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - Rubrique 2921	AP Complémentaire du 13/01/2021, article 2	Sans objet
2	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
3	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Sans objet
4	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Sans objet
5	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
7	Transmission des résultats d'analyses réglementaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet
8	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Sans objet
9	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet
10	Procédure en cas de résultat entre 1000 et 10000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a et b	Sans objet
11	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
12	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection, il a été constaté le respect des dispositions contrôlées relatives à la gestion du risque légionellose pour les TAR du circuit VS3 exploitées sur le site.

Il a également été constaté que la personne désignée référente des installations de refroidissement maîtrisait non seulement les aspects techniques des installations, mais également les obligations réglementaires associées, ce qui a permis de mener cette inspection dans de bonnes conditions. Il est cependant ressorti, des éléments observés, que l'exploitant pourrait utilement réfléchir à l'opportunité d'allouer des moyens supplémentaires au responsable des TAR, en particulier pour rendre la partie documentaire réglementaire plus robuste.

A l'issue de cette inspection, des observations ont été formulées. Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse attendus dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubrique 2921

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2921
Prescription contrôlée :

2921 - Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :

1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :

a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)

Circuit Four/Forge : 6 TAR d'une puissance totale de 42 900 kW

Circuit WTP (VD/VOD) : 3 TAR d'une puissance totale de 12 000 kW

Circuit V1 (CCC) : 2 TAR d'une puissance totale de 4 650 kW

Circuit VS3 (CCC) : 3 TAR d'une Puissance totale de 17 790 kW

Soit une puissance totale de 77 340 kW

Constats :

Dans son courrier du 29/10/2021, l'exploitant faisait part de la mise en œuvre des modifications portées à la connaissance du préfet dans son dossier de porter à connaissance de 2016, en particulier les éléments suivants :

Les installations existantes restent identiques.

**Dans le cadre du projet, 3 tours totalisant 12 MW
(déjà présentes sur le site mais à l'arrêt) seront
réutilisées pour le circuit WTP**

Circuit C8 (Four/Forge) : 42 900 kW pour 6 tours

Circuit WTP (VD/VOD) : 12 000 kW pour 3 tours

Circuit VS3 (CCC) : 4650 kW pour 2 tours

Circuit V1 (CCC) : 17790 kW pour 3 tours

⌋

Soit un total de 77 340 kW.

Il apparaît ainsi une erreur dans la rédaction de l'APC du 13/01/2021 (inversion entre Circuit V1 et Circuit VS3).

Une modification sera portée à la liste des circuits reprise dans le tableau des ICPE sous la rubrique 2921 lors d'une prochaine modification des prescriptions applicables au site.

Dans l'attente, il convient de retenir la dénomination suivante des circuits :

Circuit C8 Four/Forge : 6 TAR d'une puissance totale de 42 900 kW

Circuit WTP (VD/VOD) : 3 TAR d'une puissance totale de 12 000 kW

Circuit VS3 (CCC) : 2 TAR d'une puissance totale de 4 650 kW

Circuit V1 (CCC) : 3 TAR d'une Puissance totale de 17 790 kW

A noter que dans l'Analyse Méthodique des Risques (cf. point de contrôle n°3), les puissances thermiques évacuées reprises pour les circuits V1 et VS3 sont différentes de celles mentionnées supra.

Observation 1 :

L'exploitant fera un point sur les puissances thermiques évacuées de ses installations relevant de la rubrique 2921 et le cas échéant, portera à la connaissance du préfet les modifications à apporter à la liste des installations reprise dans l'APC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.

Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur : — les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; — les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; — les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend : — les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; — la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; — les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

La personne « référente » a été nommément désignée par lettre de mission datée du 11/02/2021. Cette lettre de mission encadre également la gestion des absences et désigne les personnes suppléantes.

Sont désignés :

- personne référente le Responsable Station des Eaux,
- suppléants l'Ingénieur QHSE et le Responsable Energie Fluides.

La liste des personnes formées est tenue à disposition de l'Inspection, accompagnée des attestations de formation.

Les formations sont renouvelées régulièrement, dans le respect de la périodicité de 5 ans (suivi et programmation des renouvellements assurés par le service Ressources Humaines, sous la surveillance du référent TAR qui tient à jour un tableau de suivi).

Le plan de formation est tenu par le Service Ressources Humaines ; l'exhaustivité de son contenu n'a pas été vérifiée.

Par sondage, quelques attestations ont été consultées en séance, en particulier celles des personnes désignées. Les attestations consultées dataient toutes de moins de 5 ans. Les formations ont été assurées par l'APAVE selon 2 niveaux en fonction des missions.

Tout nouvel arrivant dans le service en charge des TAR (Service Station des Eaux) a l'obligation de suivre, dans son cursus de formation, celle spécifique à la prévention du risque légionellose sur les TAR délivrée par l'APAVE.

L'exploitant a également présenté l'attestation individuelle de formation du technicien directement affecté au site du prestataire extérieur en charge du traitement de l'eau BWT (contrat annuel de prestation).

Le prélèvement des échantillons est confié à un prestataire extérieur, CERECO. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les attestations de formation des préleveurs.

Observation 2 :

L'exploitant doit s'assurer que les prestataires qui interviennent sur les installations classées relevant de la rubrique 2921 sont formés aux risques légio en lien avec les missions confiées.

Sur site, il a été constaté que les installations de refroidissement du circuit VS3 n'étaient pas libres d'accès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est

menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Analyse Méthodique des Risques (AMR) et ses révisions sont confiées à un prestataire extérieur YRET Solutions. La révision annuelle est contractualisée dans le cadre des missions confiées au

traiteur d'eau. Le service Environnement assure également une veille réglementaire des obligations ICPE. La révision annuelle de l'AMR fait partie de cette liste.

En amont de la visite d'inspection, la dernière révision de l'AMR, datée du 25/10/2022 a été transmise par l'exploitant. Elle a été menée conjointement avec l'exploitant, le traiteur d'eau et le prestataire en charge de sa révision.

Cette révision de l'AMR, commune aux 4 circuits de refroidissement du site, appelle les remarques suivantes :

- la puissance thermique évacuée reprise dans la description des circuits V1 et VS3 (p.9 et 10) ne correspond pas aux puissances thermiques autorisées pour ces circuits ;
- la puissance thermique totale évacuée reprise dans l'AMR (p.20) est différente de la puissance totale autorisée.

Observation 3 :

Pour les prochaines révisions, l'exploitant vérifiera les informations reprises dans l'AMR (en lien avec le point de contrôle n°1 et les puissances installées).

Spécifiquement pour le circuit VS3, l'AMR aborde le sujet des bras morts.

Les bras morts identifiés font l'objet d'une gestion particulière définie, intégrée dans la ronde hebdomadaire (enregistrement électronique), gérée dans le système de maintenance assistée.

A l'issue de la révision de l'AMR, un plan d'actions est établi, suivi et tenu à jour par le responsable TAR.

Sur la base de l'AMR, le plan d'entretien et le plan de surveillance ont été établis.

Les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage n'ont pas fait l'objet d'un examen lors de la présente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* (Lp) dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Sur la base de l'AMR, ont été définis, pour le circuit VS3 :

- le plan d'entretien selon une gamme de maintenance préventive établie (sous gestion de maintenance assistée par ordinateur) ;
- le plan de surveillance établi avec le traiteur d'eau (définition des paramètres à suivre et des valeurs cibles associées ; élément contenu dans le document « manuel d'exploitation de l'installation circuit VS3 ») ;
- la fiche de stratégie de traitement préventif élaboré par le traiteur d'eau (élément contenu dans le document « manuel d'exploitation de l'installation circuit VS3 ») ;
- les procédures associées en cas de dépassement des valeurs définies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant

- ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

Constats :

La liste des actions préventives et curatives menées sur les installations, en application du plan d'entretien, du plan de surveillance, de la stratégie de traitement, ainsi que toutes les actions réglementaires obligatoires (telles que l'entretien annuel) est tenue à jour sur un tableur et suivi par le responsable TAR.

Le responsable des TAR, qui maîtrise non seulement le fonctionnement des installations, mais aussi les obligations réglementaires associées en matière de suivi, dispose de l'ensemble des informations requises dans le carnet de suivi et souhaitait les compiler dans un outil informatique schématisant l'intégralité des exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, constitué de liens hypertextes renvoyant vers les informations, registres, tableaux de suivi, etc. pour créer un carnet de suivi électronique facilement consultable.

Il semble cependant que le responsable des TAR ne dispose pas de temps ou de moyens suffisants pour optimiser de la sorte les outils de suivi des installations, compte tenu des autres missions qui lui sont confiées sur le site.

Observation 4 :

L'exploitant pourrait utilement réfléchir aux moyens alloués à la personne désignée référente des TAR pour répondre à la réglementation applicable aux installations de refroidissement et les revoir en conséquence en fonction des différentes missions qui lui sont confiées par ailleurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en *Legionella pneumophila* (Lp)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

<p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>En mode normal de fonctionnement, les prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> sont réalisés mensuellement, selon le schéma suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement choc systématique le mardi dans le respect de la stratégie de traitement établie ; - programmation des prélèvements mensuels exclusivement le jeudi (pour respecter le délai minimal de 48h après le traitement choc). <p>Ils sont confiés au laboratoire CERECO, de manière contractuelle avec le traiteur d'eau BWT, sous la surveillance de l'exploitant.</p> <p>Les résultats d'analyses font référence à la norme NF T90-431.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Transmission des résultats d'analyses réglementaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet ses résultats d'analyses réglementaires de manière régulière via l'application GIDAF.</p> <p>A noter que le cadre GIDAF ne correspond pas à la réalité du nombre de circuits visés par l'obligation de prélèvement et analyse. En effet, ont été regroupées sous un seul circuit les tours des circuits V1 et VS3. Aussi, l'exploitant a pris le parti de faire figurer dans GIDAF le résultat le plus pénalisant rencontré, en veillant à annexer à sa déclaration l'intégralité des compte-rendus d'analyses pour le mois considéré.</p> <p>Le cadre GIDAF doit être modifié pour permettre à l'exploitant de déclarer l'intégralité des</p>

contrôles réglementaires à mener sur ses installations.

Au cours de l'année 2023, aucun résultat d'analyses de la concentration en Legionella pneumophila n'a été supérieur à 1000 UFC/L pour les tours exploitées sur le site, hormis pour le circuit VS3, objet de la présente inspection.

Sur cette installation, un dépassement du 1er seuil fixé à 1000 UFC/L a été enregistré en 2023 (1200 UFC/L sur le prélèvement du 16/02/2023), sans dépasser le 2nd seuil fixé à 100.000 UFC/L.

L'examen des déclarations faites sur GIDAF a permis de mettre en évidence que la contre-analyse à mener dans ce cas de figure après mise en œuvre des actions prévues dans la procédure de gestion du dépassement, n'a pas été transmise via GIDAF. Lors de l'inspection, les résultats de cette contre-analyse réalisée le 07/03/2023, ont été présentés (conformité de l'analyse). A l'issue de l'inspection, le résultat de cette analyse ponctuelle a été déclarée sous GIDAF par l'exploitant.

Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant cette obligation de déclarer sous GIDAF l'intégralité des résultats des analyses dites réglementaires, réalisées spécifiquement dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 (gestion d'un dépassement, flore interférente, nouvelle stratégie de traitement, etc.).

Observation 4 : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place l'organisation lui assurant le respect de cette disposition.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

c) Nettoyage préventif de l'installation

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Le site ne présente pas de difficulté à réaliser un arrêt annuel des installations pour assurer leur nettoyage.

Les tours du circuit VS3 ont fait l'objet d'un nettoyage annuel entre le 24/07/2023 et le 28/07/2023. Le nettoyage annuel des installations est confié à un prestataire extérieur, NTR.

Le rapport de nettoyage annuel 2023 des tours du circuit VS3 a été consulté lors de l'inspection ; ce rapport est conclusif sur l'état des installations.

La procédure de nettoyage des installations par utilisation d'un jet d'eau sous pression n'a pas fait l'objet d'une vérification en inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT — TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Ce cas de figure n'a pas été rencontré sur les installations du site sur les 3 dernières années examinées.

Transmise par l'exploitant à l'issue de l'inspection par courriel du 25/09/2023, l'analyse de la procédure de gestion en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100.000 UFC/L référencée « procédure seuil de détection Lp>105 UFC – Station des eaux – révision 000 » appelle les remarques suivantes :

- la procédure reprend les coordonnées de la DREAL et de la préfecture :

Observation 5 : L'exploitant pourra utilement ajouter l'adresse mail de l'UD du Hainaut (ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr), et éventuellement celle de l'inspecteur en charge du suivi du site (en prévoyant une mise à jour régulière).

- le contenu des informations à transmettre à l'Inspection des Installations Classées de manière

immédiate après réception des résultats n'est pas repris dans la procédure. Ce point n'a pas été abordé lors de l'inspection. Il se peut que cette obligation réglementaire soit reprise dans un modèle tenu à disposition sur site, non consulté lors de l'inspection :

Observation 6 : Sauf à ce que le document existe déjà, l'exploitant pourra utilement mettre en place un modèle d'information immédiate de l'Inspection, listant les précisions minimales attendues conformément aux dispositions de l'article 26.II.1.a.

- la procédure prévoit l'« arrêt des ventilateurs (...) en accord avec la production dans un délai le plus court que possible » sans que le délai (minimal et maximal) ne soit précisé. Des discussions avec l'exploitant le jour de l'inspection, il est ressorti que le délai d'arrêt de la dispersion pouvait dépendre de l'état du cycle de production pour éviter la casse outil.

Observation 7 : L'exploitant doit approfondir le sujet de la capacité du site à arrêter la dispersion des tours, sans être à l'origine d'un emballement de process ou de casse outil et fixer en conséquence le délai associé. Ce délai pourrait être défini de manière multiple en fonction de la situation rencontrée et la phase de production en cours.

Observation 8 : L'exploitant précisera, à la lumière de cette définition, si une demande de dérogation à l'arrêt immédiat de la dispersion des tours doit être constituée.

- la procédure prévoit la révision de l'AMR et des plans d'entretien :

Observation 9 : L'exploitant complètera sa procédure de l'obligation réglementaire d'actualiser également le plan de surveillance dans ce cas de figure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédure en cas de résultat entre 1000 et 10000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a et b

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

a) Cas de dépassement ponctuel.

En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs.

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche des causes de dérive et la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives mises en œuvre. Il procède à des actions curatives, recherche à nouveau la cause de dérive, met en place des actions correctives, et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

Ce cas de figure a été rencontré à deux reprises sur les installations du circuit VS3 en 2022 et une fois en 2023 sur les 3 dernières années examinées. Aucun dépassement multiple consécutif n'a été enregistré sur les installations sur les 3 dernières années.

Dans le cadre de la révision de l'AMR, l'exploitant a travaillé à la recherche des causes de ces dépassements et a mis en place un plan d'actions visant à réduire le risque, en particulier après avoir mené une étude lui ayant permis d'identifier un encrassement des filtres du circuit. Une procédure spécifique des lavages des filtres a été mise en place.

Transmise par l'exploitant à l'issue de l'inspection par courriel du 25/09/2023, l'analyse de la procédure de gestion en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 1000 UFC/L et inférieure à 100.000 UFC/L référencée « procédure seuil de détection $10^3 < Lp < 10^5$ UFC/L – Station des eaux – révision 000 » n'appelle pas de remarque particulière, si ce n'est la suivante déjà formulée pour la procédure évoquée au point de contrôle précédent :

- la procédure reprend les coordonnées de la DREAL et de la préfecture :

Observation 10 : L'exploitant pourra utilement ajouter l'adresse mail de l'UD du Hainaut (ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr), et éventuellement celle de l'inspecteur en charge du suivi du site (en prévoyant une mise à jour régulière).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Etat des stocks de produits dangereux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : Les produits de traitement rencontrés sur site correspondent aux produits repris sur la fiche de stratégie de traitement. Les Fiches de Données de Sécurité sont accessibles à tous les opérateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire définit à l'article 12.
Constats : Lors de la visite sur site, il n'a pas été constaté de désordre particulier au niveau des parties visibles et visitables des installations du circuit VS3. Sur place, il a également été constaté : <ul style="list-style-type: none">- l'affichage de l'interdiction d'accès ;- le repérage des points de prélèvement ;- les points de purge. La pertinence des différents points de prélèvement et d'injection du traitement de l'eau n'a pas été étudiée en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite